



**HAL**  
open science

**Douglas Barrie, Ben Barry, Dr Lucie Béraud- Sudreau,  
Henry Boyd, Nick Childs, Dr Bastian Giegerich.  
Defending Europe: scenario-based capability  
requirements for NATO's European members. IISS,  
April 2019, 50 p.  
Jean-François Guilhaudis**

► **To cite this version:**

Jean-François Guilhaudis. Douglas Barrie, Ben Barry, Dr Lucie Béraud- Sudreau, Henry Boyd, Nick Childs, Dr Bastian Giegerich. Defending Europe: scenario-based capability requirements for NATO's European members. IISS, April 2019, 50 p.. Paix et sécurité européenne et internationale, 2019, 12, 10.61953/psei.1113 . halshs-03157635

**HAL Id: halshs-03157635**

**<https://shs.hal.science/halshs-03157635v1>**

Submitted on 17 May 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Note de lecture de Jean-François Guilhaudis

Jean-françois Guilhaudis

Professeur honoraire à l'Université de Grenoble-Alpes

**Douglas Barrie, Ben Barry, Dr Lucie Béraud- Sudreau, Henry Boyd, Nick Childs, Dr Bastian Giegerich. *Defending Europe: scenario-based capability requirements for NATO's European members*. IISS, April 2019, 50 p.**

Ce rapport de l'Institut international d'études stratégiques de Londres est d'un grand intérêt. Se plaçant dans la perspective du retrait des Etats-Unis de l'OTAN, il tente d'évaluer la mesure dans laquelle, les membres européens de l'OTAN pourraient ou non faire face, seuls, à deux scénarios.

Le premier scénario est celui de la protection des lignes de communication maritimes globales, dans l'hypothèse où non seulement les États-Unis se sont retirés de l'OTAN mais où ils ont aussi cessé d'assurer la protection de la navigation mondiale, pour ne s'occuper que de leurs propres intérêts. Il appartient aux pays européens, dans cette configuration, non seulement de maintenir un environnement de sécurité maritime stable dans les eaux européennes, mais aussi, au-delà, pour protéger les transports maritimes mondiaux. L'IISS construit, dans cette nouvelle configuration, un scénario (octobre 2021), dans lequel des surprises s'abattent sur les Européens, les obligeant à réagir. Il estime, pour deux régions (euro-atlantique, et indo- pacifique), les moyens nécessaires, les moyens disponibles et les déficits. Dans cette évaluation les moyens européens sont très nettement insuffisants. Manquent, notamment, un porte-avions et pas moins de 6 SNA (tableau 2.1, page 14). Pour se mettre à niveau, selon l'IISS, les membres européens de l'OTAN devraient investir entre 94 milliards et 110 milliards de \$.

Le second scénario est, après une montée des tensions due à la Lituanie et à la Pologne, celui d'une guerre limitée dans la région de la Baltique, en octobre 2021, la Russie attaquant ces deux pays et occupant une partie de leurs territoires. Le déroulement du scénario montre que les membres européens de l'OTAN, l'article 5 du traité de Washington ayant été activé, ne parviennent pas à faire obstacle à ces offensives, ni ensuite, à récupérer, en janvier 2022, les territoires perdus. L'IISS évalue les moyens qui ont manqué, pour faire face à cette situation et protéger les autres membres de l'OTAN. Ici aussi l'évaluation fait apparaître un très net déficit, qu'il s'agisse de moyens terrestres (brigades mécanisées, artillerie, défense aérienne, hélicoptères d'attaque, tableau 3.1, p 28), aériens (tableau 3.2, p 30) ou maritimes (tableau 3.3, p 34). Les investissements estimés nécessaires, pour compenser ce déficit, se situent entre 288 et 357 milliards de dollars.

Ces sommes peuvent sembler énormes mais il faut préciser, qu'elles ne s'additionnent pas complètement et qu'elles correspondent à un effort à mener sur une vingtaine d'années. Pour fixer les idées, s'agissant du montant de l'effort à faire, l'IISS note qu'en 2018, il a évalué l'effort de défense des Européens de l'OTAN à 264 milliards et que, si tous les pays concernés avaient respecté l'engagement des 2%, il aurait été accru de 102 milliards. S'il peut, *a priori*, sembler énorme, le défi peut donc assez facilement être relevé, sur le plan financier.

Cette étude, remarquable par son niveau de technicité et de précision, a délibérément écarté l'éventualité de l'emploi d'armes nucléaires. Elle a aussi fait le pari que la structure de l'OTAN demeurerait (sans les Américains) et que les Européens s'en servaient. Elle a le grand mérite de se situer au niveau, non plus du discours, des projets, des institutions, comme à l'ordinaire, mais de la réalité, des moyens, des capacités et de bien mettre en évidence, les déficits européens les plus importants et les secteurs où la Russie, adversaire potentiel, s'est dotée de capacités non compensées. Elle montre que l'idée d'un retrait américain est bien

entrée dans les esprits comme étant devenue une réelle possibilité et, peut-être, la mise en évidence des déficits européens correspond -t-elle au souci de montrer aux pays de la vieille Europe qu'ils n'ont pas vraiment intérêt à pousser en ce sens tant est importante la contribution des Etats-Unis, pour la garantie de leur sécurité.

Les limites de cette étude ne doivent toutefois pas être ignorées. Le scénario d'une attaque russe et de la prise de territoires, s'il est techniquement crédible, l'est moins politiquement, même après de sérieuses provocations, dans la mesure où Moscou est déjà engagé en Ukraine et a, sans aucun doute les moyens de repousser une éventuelle offensive adverse. Pourquoi augmenter une charge qui pèse sur l'image de la Russie, va provoquer la mobilisation adverse et représenter un coût humain et financier non négligeable ? Pour que l'opération soit rentable, il faudrait que la prise de territoires ayant eu lieu, ceux-ci puissent être rendus, moyennant une contrepartie avantageuse, mais on voit mal que cela puisse être le cas. L'hypothèse d'un retrait total des Etats-Unis paraît encore moins crédible. Elle suppose que la présence de ces derniers dans l'OTAN est un don fait aux Européens, sans contrepartie. Cela ne traduit évidemment pas à la réalité. Le maintien et le développement de l'OTAN en Europe correspond d'abord à la satisfaction d'intérêts américains - éviter la construction d'une puissance européenne complète, maintenir la division du continent européen et disposer de relais permettant d'intervenir plus facilement en Eurasie et au Moyen- Orient. Il est très improbable que, même s'ils quittent l'OTAN, les Etats-Unis ne cherchent pas à conserver un réseau de bases en Europe. On peut également imaginer que l'évolution des relations euro-américaines consiste dans l'euro-américanisation de l'OTAN, les Etats-Unis restant pour leur part, en dehors mais dans l'Alliance comme ce fut longtemps le cas de la France. Cela ne manquerait évidemment pas de peser sur les scénarios, puisqu'en réalité les Européens ne seraient pas seuls contrairement à ce que ces scénarios présupposent.

Enfin, même s'il paraît désormais évident que, même dans le contexte d'une OTAN restant euro-américaine, les Européens doivent se doter des capacités indispensables à leur sécurité et prendre leurs distances avec le principe de non -duplication, on peut douter que le rattrapage capacitaire soit le premier effort stratégique à accomplir, pour accroître la sécurité européenne par rapport à la Russie. A cet égard, le premier acte à accomplir est certainement politique : il s'agit, simplement, de décider la fin de l'extension de l'OTAN et de l'élargissement de l'Union européenne, à l'Est. Sur le plan militaire, dans une perspective de retrait américain, à côté des améliorations capacitaires, deux points doivent impérativement retenir l'attention. Le premier est celui de l'extension de la dissuasion de la France et du Royaume-Uni à leurs alliés européens. Il faut que cette couverture, par une dissuasion européenne, soit assurée de manière crédible, pour tous. Le second est la nécessité d'éviter que la dissuasion (européenne) puisse être contournée par le bas ; on rejoint ici les capacités visées dans les scénarios. Le coût de ces efforts est beaucoup moins facile à chiffrer que celui des rattrapages capacitaires, mais il n'est certainement pas négligeable.